

Lycée(s)	Général	Technologique	Professionnel	
Niveau(x)	CAP	Seconde	Première	Terminale
Bachibac				
Enseignement(s)	Commun	De spécialité	Optionnel	
Histoire				

Thème 2 – L'Europe et le monde dans la seconde moitié du XIX^e siècle : industrialisation, transformations économiques et sociales, expansion coloniale

Sommaire

Rappel du programme	2
Présentation générale du thème	2
Chapitre 1 – L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en Europe	4
• Enjeux historiographiques	4
• Orientations pour la mise en œuvre	9
Chapitre 2 – Les empires coloniaux : des évolutions différentes	15
• Enjeux historiographiques	15
• Orientations pour la mise en œuvre	21
Bibliographie et ressources	27
• Sur le chapitre 1	27
• Sur le chapitre 2	28

Rappel du programme

Chapitre 1 – L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en Europe

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer que les sociétés européennes connaissent des mutations profondes mais inégales liées à l'industrialisation et à l'urbanisation. On privilégiera une approche comparée entre la France et l'Espagne. On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les transformations des modes de production (mécanisation, essor du salariat...) et la modernisation ; • l'importance du monde rural et les débuts de l'exode rural ; • la naissance du mouvement ouvrier et l'importance politique de la question sociale en France et en Espagne.
-----------------------	---

Chapitre 2 – Les empires coloniaux : des évolutions différentes

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à étudier les politiques coloniales de la III^e République en France et des Bourbons en Espagne, leurs fondements et leurs effets dans les territoires colonisés. On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'expansion coloniale française : les acteurs, les motivations et les territoires de la colonisation ; • les débats suscités par cette politique ; • les chocs entre puissances occasionnés par cette expansion (l'exemple de la guerre hispano-américaine de 1898) ; • la perte des derniers territoires du domaine colonial et la politique africaine de l'Espagne au XIX^e et au début du XX^e siècle ; • le fonctionnement des sociétés coloniales (affrontements, résistances, violences, négociations, contacts et échanges) en prenant des exemples dans les colonies françaises et espagnoles.
-----------------------	--

Présentation générale du thème

Ce second thème, qui constitue une adaptation des thèmes 2 et 3 du programme d'histoire de première générale¹, se propose de poursuivre l'étude de l'Espagne au XIX^e siècle amorcée par une approche politique dans le thème 1.

Le programme ne mentionne aucune borne chronologique explicite, mais les éléments de contenu impliquent un travail sur la longue durée, des années 1830 au début des années 1930. Il s'agit de mettre en avant les changements caractéristiques de la seconde révolution industrielle, qui bouleversent une société restée longtemps profondément rurale, et d'aborder la mise en place d'un domaine colonial espagnol².

Dans un souci de cohérence et de lisibilité de l'ensemble du programme, il convient d'être particulièrement attentif à articuler ce thème avec les thèmes 1 (« La France et l'Espagne dans l'Europe des nationalités, 1814-1914 ») et 3 (« Le suicide de l'Europe : la Première Guerre mondiale, les crises et la montée des totalitarismes ») du programme de première Bacibac. Les évolutions économiques et sociales étudiées sont en effet à mettre en perspective avec les évolutions politiques abordées dans le thème précédent, notamment le processus d'évolution vers un régime libéral. Au lendemain de l'émancipation de l'Amérique espagnole et des dernières colonies, il s'agit

1. On pourra se référer à la ressource éducol consacrée à « [La Troisième République avant 1914 : un régime politique, un empire colonial](#) » (thème 3).

2. C'est sous le franquisme que pour le second empire colonial espagnol se mettent en place une administration, une provincialisation, un colonat et un système colonial.

également de montrer comment l'Espagne cherche à recouvrer, par la reconstitution d'un domaine colonial, une place parmi les puissances européennes. En outre, la mise en œuvre de ce thème permet d'éclairer certaines questions essentielles du thème 3, en veillant à ne pas mettre en œuvre une vision téléologique de l'histoire de l'Espagne ; on pourra à ce propos se reporter à la ressource d'accompagnement relative au thème 3 du programme de Bachibac.

Ce thème inscrit l'étude de l'Espagne dans le contexte européen et, comme le thème 2 du programme de seconde, établit un lien entre les transformations de l'Espagne et son ouverture sur le monde, ce qui permet de réactiver la notion d'impérialisme. L'ordre des chapitres met l'accent sur la prépondérance du facteur économique dans la construction de la puissance politique, et ces deux chapitres sont à envisager dans une approche comparée de la France et de l'Espagne afin de dégager les spécificités et les singularités de cette dernière au sein des rapports de puissance en Europe :

- l'étude comparée de l'industrialisation en France et en Espagne doit permettre de mettre en avant les caractéristiques de ce processus, d'engager une réflexion sur la notion de modernisation de l'économie et de la société, et de montrer comment ces deux États se trouvent contraints d'accompagner, selon des rythmes et des modalités différents, des transformations sociales de grande ampleur ;
- la France de la III^e République et l'Espagne du règne d'Isabelle II à la dictature de Primo de Rivera continuent à s'engager dans un processus de colonisation qui se veut une manifestation et une projection de leur puissance ; le continent africain est l'espace commun des colonisations française et espagnole : revendication, conquête, et tutelles coloniales (exploitation, colonisation, appropriation, sujétion) selon des temporalités, traductions spatiales et modalités spécifiques.

Ce thème mobilise les notions suivantes : *industrialización* , *clase social*, *movimiento obrero*, *colonización*, *colonialismo*, *dominio colonial*, *imperialismo*, *potencia*.

On pourra consacrer à ce thème de 16 à 18 heures.

Problématique générale du thème : Dans quelle mesure les processus d'industrialisation et de colonisation, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, transforment-ils les sociétés et éclairent-ils les trajectoires spécifiques de la France et de l'Espagne ?

Chapitre 1 – L’industrialisation et l’accélération des transformations économiques et sociales en Europe

Enjeux historiographiques

L’histoire économique et sociale est un champ de réflexion privilégié des chercheurs espagnols, comme en témoigne la vitalité de nombreuses revues scientifiques (*Historia Social*, *Revista de Historia Industrial*). On se limitera aux débats relatifs à l’industrialisation et au mouvement ouvrier au XIX^e siècle, pour en souligner les enjeux et les spécificités dans le cadre de l’enseignement de la section.

Le « retard espagnol »

Jusque dans les années 1980, la vision partagée par la plupart des historiens relève d’un schéma diffusionniste de l’industrialisation, depuis la Grande-Bretagne au XVIII^e siècle, jusqu’à l’Europe méridionale et centrale³. L’enjeu de l’histoire économique consiste alors à reconstituer une hiérarchie européenne en mesurant les écarts des différentes régions d’Europe avec le modèle anglais érigé en référence, et à dégager les causes des écarts observés. Le constat du retard industriel et économique espagnol est ainsi communément imputé à l’absence de décollage, alors que les historiens espagnols l’attribuent au déclassement de la puissance de l’Espagne jusqu’au « désastre » de 1898⁴.

Il faut attendre la transition démocratique et l’ouverture économique du pays pour que soit relancée la controverse sur le retard économique de l’Espagne. Le débat est ravivé en 1975 par la publication d’un ouvrage de l’économiste catalan Jordi Nadal, *El fracaso de la revolución industrial en España, 1814-1913*. Nadal y propose une analyse différente du « retard espagnol » : « l’histoire industrielle de l’Espagne n’[est] pas tant celle d’un pays tard-venu à l’industrialisation (un *late joiner*), que celle d’une tentative de rejoindre le petit peloton des *first comers* qui suivaient l’Angleterre⁵ ». En effet, il existe dès 1833 une industrie textile mécanisée à Barcelone, des hauts fourneaux à Marbella puis à Málaga : l’Espagne s’est donc engagée précocement sur la voie anglaise, a enregistré de véritables réussites industrielles mais ces dernières restent isolées, incapables d’avoir un effet d’entraînement sur l’industrialisation de l’ensemble du pays. L’Espagne serait donc restée au stade de l’industrie naissante. Plus que d’un retard, il s’agit pour Nadal d’un échec. Cela est confirmé par Albert Carreras : en 1890, le PIB par habitant de l’Espagne correspond à 75 % du PIB moyen de l’Europe occidentale, pour tomber à 63 % à la veille de la Première Guerre mondiale⁶.

3. Walt W. Rostow, *Les étapes de la croissance économique. Un manifeste non communiste*, 1^{re} éd. 1960, Economica, 1997 ; Paul Bairoch et al., *Between Development and Underdevelopment : The Precocious Attempts at Industrialization of the Periphery, 1800-1870 / Entre développement et sous-développement : Les tentatives précoces d’industrialisation de la périphérie, 1800-1870*, Publications d’histoire économique et sociale internationale, Genève (Droz), 1991 ; Ivan T. Berend et György Ranki (historiens marxistes), *The European Periphery and Industrialization*, 1982. Pour une mise au point historiographique : Claire Lemerrier, « Révolution industrielle », dans : Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt, *Historiographies. Concepts et débats*, Paris (Gallimard), 2010, p. 1214-1222 ; Patrick Verley, *La Révolution industrielle*, Paris (Gallimard), 1997 (première partie : « La révolution industrielle : histoire d’un problème »).

4. Jordi Nadal, Carles Sudrià, « [La controverse sur le retard économique de l’Espagne dans la seconde moitié du XIX^e siècle \(1860-1913\)](#) », *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, tome 41 n°2, avril-juin 1994, p. 329-352.

5. Alexandre Fernandez, « Chapitre 9. Travail et travailleurs en Espagne des années 1830 aux années 1930 », dans : Jean-Marc Olivier (éd.), *Le travail en Europe occidentale des années 1830 aux années 1930. Mains-d’œuvre artisanales et industrielles, pratiques et questions sociales*, Paris (Armand Colin), 2020, p. 326-393.

6. Albert Carreras, « [La producción industrial española, 1842-1981: construcción de un índice anual](#) », *Revista de Historia Económica*, 1984, 2, p. 127-160.

À mesure que des historiens mettent en avant des réussites sectorielles espagnoles⁷, et que le modèle anglais est interrogé, la notion de retard, et à plus forte raison celle d'échec, est abandonnée pour caractériser l'histoire industrielle et économique espagnole⁸. D'autres expressions lui sont maintenant préférées : « le difficile essor », « l'essor contrarié », « l'épuisement » (*agotamiento*)⁹. Il s'agit désormais de mettre l'accent sur la diversité des voies d'industrialisation et d'isoler des spécificités régionales. Ainsi, en 1994, l'économiste Gabriel Tortella propose de définir un modèle latin de développement industriel caractérisé par le poids de l'agriculture, les carences du capital humain, la faiblesse de l'État¹⁰.

Les débats portent également sur les facteurs expliquant le « retard espagnol ». Pour certains les facteurs essentiels sont d'ordre économique : absence de révolution agricole et faible ouverture aux capitaux étrangers en 1869 pour Jordi Nadal, politique commerciale protectionniste pour Leandro Prados de la Escosura¹¹, ou encore faiblesse des investissements publics et de la consommation privée pour Jordi Maluquer de Motes¹². Des facteurs sociaux ou conjoncturels sont également invoqués : Albert Carreras établit un lien entre effondrement du système colonial espagnol et décrochage économique¹³, tandis que Clara Eugenia Nuñez insiste sur la faiblesse de la scolarisation¹⁴.

Le mouvement ouvrier espagnol

Dans un premier temps, l'histoire du mouvement ouvrier espagnol a été écrite hors de toute structure académique par des militants socialistes et anarchistes espagnols qui en ont livré, dès les années 1870, une vision partielle et subjective¹⁵. Ces travaux contribuent à la lutte idéologique alors en cours et constituent par la suite autant de sources importantes pour les historiens. D'autres auteurs, non militants et issus de disciplines autres que l'histoire, s'efforcent d'adopter une approche plus rigoureuse¹⁶. Rares sont à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle les historiens espagnols à s'intéresser à la question du mouvement ouvrier. C'est sous l'influence de l'histoire

7. Par exemple, Gérard Chastagnaret, « Une réussite dans l'exploitation des minerais non ferreux en Espagne au XIX^e siècle : la Compagnie royale asturienne des mines », *Aux origines du retard économique de l'Espagne, XVI^e-XX^e siècles*, Paris (Editions du CNRS), 1983, p. 81-116.

8. Ernesto López Losa, « El atraso económico español en el Espejo europeo », *Revista de Historia Industrial*, 2020, 42, p. 15-63.

9. Antonio Miguel Bernal, Antonio Parejo, « De la primera a la segunda revolución tecnológica : agotamiento del primer impulso industrializador, diversificación fabril y concentración regional », *Historia de España*, t. 26 : *La España liberal (1868-1913). Economía*, Madrid (Ed. Síntesis), 2001, p. 115-152.

10. Gabriel Tortella, « Patterns of economic retardation and recovery in south-western Europe. in the nineteenth and twentieth centuries », *The Economic History Review*, vol. 47, n°1 (février 1994), p. 1-21.

11. Prados de la Escosura, Leandro, *De Imperio a nación. Crecimiento y atraso económico en España, 1780-1930*, Madrid (Alianza), 1988.

12. Jordi Maluquer de Motes, *España en la crisis del 98. De la Gran Depresión a la modernización económica del siglo XX*, Barcelona (Península), 1999.

13. Albert Carreras et Xavier Tafunell, *Historia económica de la España contemporánea*, Barcelone (Critica), 2004.

14. Clara Eugenia Nuñez, *La fuente de la riqueza. Educación y desarrollo económico en la España contemporánea*, Madrid (Alianza), 1992.

15. On peut citer la *Historia de las clases trabajadoras* (1870) du fouriériste Fernando Garrido, que d'aucuns considèrent comme le « père de l'histoire ouvrière en Espagne », la *Historia del socialismo obrero español. Desde sus primeras manifestaciones hasta nuestros días* (1902) de Francisco Mora, *El proletario militante. Memorias de un internacional* (s.d.) de l'anarchiste Anselmo Lorenzo ou encore *La cuna de un gigante* (1925) du typographe Juan José Morato.

16. En 1913, le criminologue et anthropologue Constancio Bernaldo De Quirós publie *Bandolerismo y delincuencia subversiva en la Baja Andalucía* ; en 1920, la *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas* de Juan Díaz del Moral s'appuie sur son expérience de notaire dans un village de la province de Cordoue, pour relater et analyser le *trienio bolchevique*.

sociale française alors naissante dans les années 1920 que s'impose la nécessité de mener un travail objectif en procédant à une critique rigoureuse des sources. Une telle exigence guide Manuel Núñez de Arenas, intellectuel socialiste, qui aboutit à la publication en 1916 de la *Historia del movimiento obrero español* ; cet ouvrage, dont l'influence sur le travail de Manuel Tuñón de Lara est indéniable, propose une approche scientifique de la question dans ses dimensions sociales et culturelles et peut être à ce titre considéré comme fondateur de l'historiographie du mouvement ouvrier espagnol¹⁷.

L'instauration du franquisme entrave brutalement le développement de l'histoire sociale en général, et de celle du mouvement ouvrier en particulier. Prises dans le carcan idéologique de la dictature, les universités cessent d'être des espaces de débat tandis que l'historiographie s'oriente vers des problématiques en lien avec la question de la construction de la nation et l'époque de la domination impériale ; isolés, les historiens espagnols sont coupés des réseaux scientifiques internationaux : ainsi, les débats qui, depuis les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, animent l'histoire sociale ne rencontrent qu'un écho assourdi en Espagne¹⁸. C'est depuis l'étranger qu'est impulsé le renouveau de l'histoire du mouvement ouvrier espagnol. En 1972, Manuel Tuñón de Lara, membre du Parti communiste espagnol exilé en France et professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, publie une synthèse qui s'impose comme ouvrage de référence : *El movimiento obrero en la historia de España*. Il y propose une histoire marxiste du mouvement ouvrier dans laquelle les grèves, conçues comme les manifestations les plus visibles de la lutte des classes, constituent le fil conducteur d'une analyse qui ne parvient pas à s'abstraire d'une approche téléologique¹⁹. Manuel Tuñón de Lara s'inscrit ainsi dans la tradition d'une historiographie militante contre le franquisme²⁰.

La fin du franquisme et les premières années de la transition démocratique correspondent à l'apogée de l'histoire du mouvement ouvrier. Les historiens espagnols renouent le dialogue avec leurs collègues étrangers et bénéficient d'importants appuis institutionnels : publication de revues scientifiques (*Historia y Fuente Oral*, *Estudios de Historia Social*, *Historia Contemporánea e Historia Social*) et création de centres d'archives par les syndicats et partis politiques²¹. Les travaux s'attachent alors aux organisations ouvrières, aux dirigeants ouvriers, aux grèves et privilégient les régions les plus industrialisées. Dès la fin des années 1970, l'influence des historiens britanniques Eric J. Hobsbawm et Edward P. Thomson, qui critiquent l'approche marxiste orthodoxe et proposent d'écrire « l'histoire par en bas », se diffuse en Espagne²². Manuel Pérez Ledesma et José Álvarez Junco relaient en 1982 dans un article fondateur cet appel à la rénovation méthodologique²³. S'inscrivant dans une approche socio-culturelle française et anglo-saxonne, ils proposent de considérer non plus les seuls « mouvements ouvriers » auxquels tend à se résumer l'histoire sociale, mais les « mouvements sociaux » dans leur globalité. Cette réorientation invite les

17. Ángeles Barrio Alonso, « Manuel Tuñón de Lara y "la gran batalla de la historia social" », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, n° 52, 2017, p. 131-142.

18. *Ibid.*

19. Francisco Sánchez Pérez, « [El movimiento obrero antes de la guerra civil: el enfoque de Manuel Tuñón de Lara](#) », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, n°30, 2009, p. 105-116.

20. Roberto Ceamanos Llorens, « [La historiografía militante del movimiento obrero. Una visión comparada de sus orígenes en Francia, España e Italia](#) », in Santiago Castillo (éd.), *Mundo del trabajo y asociacionismo en España*, Madrid, 2013.

21. Roberto Ceamanos Llorens, « ["Le Mouvement Social" y la historiografía española](#) », *Historia contemporánea*, n°25, 2002, p. 269-287.

22. L'ouvrage de d'E.J. Hobsbawm, *Primitive Rebels* (1959), est traduit en espagnol en 1968, neuf ans avant l'ouvrage de E.P. Thomson, *The Making of the English Working Class*.

23. « Historia del movimiento obrero. ¿Una segunda ruptura? », *Revista de Occidente*, n° 12, 1982, p. 19-42.

historiens à travailler sur la conflictualité rurale et, plus généralement, à diversifier leurs objets : femmes, genre, langage, travail, savoirs techniques, etc.²⁴. Après l'apogée des années 1960 et 1970, puis la remise en cause des années 1980, l'histoire du mouvement ouvrier espagnol serait en déclin depuis la fin du XX^e siècle. C'est ce qu'affirme Paul Preston en 1992 : « *el boom de la historia española del movimiento obrero ha pasado, dejando una estela de sustanciosa bibliografía con estrechas miras, pero útiles estudios sobre organizaciones obreras y huelgas en muchas provincias españolas, y con algunas áreas —Asturias, País Vasco, Cataluña— inevitablemente mejor servidas que otras*²⁵ ».

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux analyses complémentaires pour présenter le processus d'industrialisation et ses conséquences sociales et idéologiques en Espagne.

Joseph Perez, *Histoire de l'Espagne, Paris (Fayard), 1996, p. 560-563.*

« [...] dans le développement de l'économie, l'initiative privée n'est pas seule en cause ; le rôle de l'État est loin d'être négligeable. Or, au XIX^e siècle, l'État espagnol n'a pas d'argent. L'indépendance de l'Empire l'a privé des métaux précieux qu'il retirait d'Amérique et qui lui servaient à équilibrer sa balance des paiements. Les exportations sont loin de compenser ce manque à gagner ; la laine ne représente plus, comme autrefois, un poste important du commerce extérieur ; le vin est concurrencé par le porto qui a la préférence des Anglais ; les minerais – cuivre, plomb – n'intéressent pas encore les acheteurs étrangers [...]. Enfin, les guerres de la période 1792-1813, prolongées, entre 1833 et 1840, par la guerre civile carliste, ont considérablement grossi le volume de la dette publique [...]. Pour financer son industrialisation, l'Espagne n'a d'autre solution que de faire appel aux capitaux étrangers qui, à partir du milieu du siècle, s'investissent dans des secteurs tournés vers l'exportation (les mines). On a là l'une des caractéristiques de l'Espagne contemporaine : sa dépendance à l'égard de l'étranger. Dans la première moitié du XIX^e siècle, le fait marquant est le démarrage du textile en Catalogne. En moins de quarante ans, entre 1815 et 1855, l'industrie cotonnière locale, jusqu'alors rudimentaire, devient l'un des ensembles les plus importants d'Europe. À l'origine de cette transformation, on trouve non pas les petits artisans, attachés à des pratiques routinières, mais une minorité de grands négociants et de techniciens, très avertis de ce qui se fait à l'étranger, notamment en Angleterre. Ce sont eux qui dans un premier temps introduisent la machine à vapeur. [...] L'expansion se ralentit après 1860 ; la guerre de Sécession américaine fait monter les prix du coton, et, à la même époque, les capitaux disponibles commencent à s'investir de préférence dans les chemins de fer, secteur qui offre plus de garanties puisqu'il bénéficie de la protection de l'État. [...]

L'implantation de l'industrie lourde est un peu plus tardive. Les premiers hauts fourneaux apparaissent au milieu du siècle dans la banlieue de Bilbao, à Baracaldo, et dans les Asturies. Il s'agit de vendre des lingots de fer à l'Angleterre, car le marché national n'est pas très demandeur dans ce domaine. Le paradoxe est que l'Angleterre achète du minerai de fer aux sidérurgistes de Bilbao et leur vend du charbon alors que les Asturies voisines en produisent. C'est un signe de plus de la dépendance de l'Espagne et de l'incohérence de sa modernisation. C'est encore vers le milieu du siècle que se développe l'activité des mines, à Almadén pour le mercure, à Linares pour le plomb, à Río Tinto pour le cuivre. Les capitaux étrangers commencent à s'intéresser à ce secteur.

[...] Les changements dans la structure économique des années 1830-1870 dessinent la carte de l'Espagne contemporaine. Aux régions en voie d'industrialisation, toutes situées à la périphérie, s'opposent le centre et le sud de la péninsule, zones d'agriculture extensive et de grandes propriétés où les techniques restent archaïques ; l'industrie lourde est dans une situation de dépendance vis-à-vis du capitalisme étranger. »

24. On peut citer parmi les travaux récents : Óscar Bascuñán Añover, *Protesta y supervivencia. Movilización y desorden en una sociedad rural : Castilla - La Mancha, Valencia* (UNED-Biblioteca de Historia Social), 2008.

25. Paul Preston, « Recientes estudios de historia del movimiento obrero español », *Sistema*, 106, 1992, p. 109-114.

Emilio Castillejo Cambra, « La Semana Trágica²⁶ de Barcelona de 1909 en la historiografía escolar : del africanismo a la posmodernidad », *Historia y Memoria de la Educación*, n°10, 2019, p. 451-486.

« Hasta los años setenta del pasado siglo ese tratamiento está determinado sustancialmente por el africanismo y el pensamiento eclesial, ingredientes también de la ideología franquista. En esas fechas, que coinciden con el fin de la dictadura de Franco, la historiografía profesional inicia un camino que convertirá la Semana Trágica en uno de los acontecimientos mejor conocidos de la historia contemporánea española. [...] En los años setenta, en los estertores del franquismo, el tema de la Semana Trágica empieza a ser abordado por la historiografía profesional. En este punto juega un papel importante *La Semana Trágica* de Joan Connolly Ullman, obra publicada en España en 1972, que ofrece una panorámica de las relaciones de la mencionada Iglesia con la sociedad industrial, y del problema de Marruecos como preludeo de la huelga de 1909 [...]. Y *La rosa de fuego*, de Joaquín Romero Maura (1974), que presenta una amplia perspectiva del acontecimiento histórico que nos ocupa [...].

Gracias a estos trabajos, sabemos que la Semana Trágica (26 de julio-1 de agosto de 1909) fue en origen una protesta contra el envío de tropas por el gobierno conservador de Antonio Maura, para sofocar a las cabilas bereberes que el 9 de julio asesinaron a unos trabajadores españoles del ferrocarril que debía transportar hierro desde San Juan de las Minas al puerto de Melilla. De los 44.000 hombres movilizados, muchos de ellos reservistas, mal atendidos, preparados y armados, murieron en los choques de los días posteriores (Monte Gurugú, Barranco del Lobo) unos 1.800. La contribución de sangre recaía en las capas populares: los ricos podían librarse del servicio militar pagando una redención en metálico. La opinión ultramontana entendía las críticas a ese sistema de reclutamiento (« todos o ninguno » fue el lema socialista), como antipatriotismo, fruto del internacionalismo obrero. Esos soldados, además, servían los intereses de la Compañía Española de Minas del Rif, vinculada al Conde de Romanones y a Güell, así como de la Compañía Transmediterránea, vinculada al Marqués de Comillas: la Semana Trágica fue una protesta anticapitalista y contra el colonialismo [...]. Tuvo también un fuerte carácter anticlerical. [...] De hecho, el anticlericalismo facilitó la conexión entre socialistas, anarquistas, republicanos y distintas corrientes de librepensamiento. [...] En cualquier caso, la Semana Trágica evidencia el divorcio de amplios sectores de la sociedad catalana con el sistema de la Restauración. De los sucesos de Barcelona, queda claro que el comité constituido por el anarquista Miguel V. Moreno, el socialista Antoni Fabra, y Rodríguez Romero, de Solidaridad Obrera, convocó una huelga pacífica contra la movilización; que ésta, sin dirección política, no se transformó en revolución [...]; que enseguida la violencia se desató contra conventos y otros centros de poder (cuarteles de la Guardia Civil, ayuntamientos); [...] que la incidencia del movimiento en otras localidades catalanas dependió en buena medida de la actuación del somatén de propietarios armados. [...]

Como anunciaba anteriormente, la Semana Trágica, dada su complejidad, ha generado múltiples debates historiográficos: sobre su extensión (va más allá de Barcelona); sobre su naturaleza (no fue sólo una bullanga, tenía objetivos revolucionarios); sobre el muy significativo papel de las mujeres; sobre los objetivos: no hubo sólo ataques a la Iglesia católica, sino también a establecimientos estatales. »

26. L'insurrection ouvrière de la *Semana Trágica* éclate à Barcelone entre le 26 juillet et le 2 août 1909 en réaction à la décision du gouvernement Maura de rappeler les réservistes pour la guerre de Melilla.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer et d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

Ce chapitre invite à approfondir des notions déjà étudiées par les élèves, essentiellement celles en rapport avec l'industrialisation et sa dimension sociale. Cette étude se fait dans une approche comparée avec la France, ce qui permet de mettre en avant les spécificités des transformations économiques et sociales à l'œuvre en Espagne entre les années 1830 et les années 1920. L'entrée dans ce chapitre peut se faire de diverses manières pour mener une réflexion sur la notion de modernisation de l'économie et de la société, en montrer les inégalités et les tensions : on peut entrer par les territoires (Andalousie, Catalogne, Pays Basque, Madrid, etc.), par l'industrie minière (Río Tinto, Almadén, Rodalquilar, Asturies), par un acteur (Horacio Echevarrieta, Pablo Iglesias Posse), par une entreprise (Echevarrieta Larrinaga) ou encore par un événement (la Semana Trágica).

Place du chapitre dans la scolarité des élèves

Dans le cadre du thème 2 du programme de quatrième, « L'Europe et le monde au XIX^e siècle », les élèves ont étudié la Révolution industrielle et ses impacts géographiques et sociaux. L'entrée dans ces questions se fait volontiers par les acteurs, à savoir ici des entreprises (Schneider, Krupp), afin d'avoir une approche concrète de l'industrialisation et de ses conséquences, à différentes échelles : développement industriel à l'échelle européenne, transformation des villes et des campagnes. Le programme de quatrième invite à établir un lien avec la mondialisation étudiée en géographie.

Éléments de problématisation

Le processus différencié d'industrialisation qui touche l'Europe à partir du milieu du XVIII^e siècle contribue à faire du Sud une région que les contemporains et une longue tradition historiographique voient comme en retard, voire en échec. L'Espagne s'inscrit dans cette vision. Or, ce chapitre invite à montrer que l'Espagne adopte un rythme et des modalités d'industrialisation qui lui sont propres, qui ont des conséquences inégales sur le territoire et contribuent profondément et durablement à déstabiliser la société, même s'il est difficile d'évoquer l'existence d'une « société industrielle » dans le cas de l'Espagne à la veille de la Première Guerre mondiale.

Problématique du chapitre : Dans quelle mesure, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le processus d'industrialisation a-t-il transformé la structure socio-économique espagnole et permis l'émergence de nouveaux acteurs politiques ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Quelles sont les spécificités du processus d'industrialisation en Espagne ?

C'est dans les années 1830 qu'un « processus d'industrialisation modèle paraît s'enclencher en Espagne²⁷ », alors que se met en place un régime libéral : abolition des *gremios* (corporations de métiers), mise en fonctionnement des premiers hauts fourneaux à Marbella en 1832, installation de la première machine à vapeur à Barcelone en 1833, ouverture de la première ligne de chemin de fer en 1848. Par la suite, l'industrialisation adopte un rythme plus lent qu'en Europe du Nord-Ouest et connaît un phénomène de rattrapage à partir de la Première Guerre mondiale.

Les points suivants sont à évoquer afin de rendre compte des spécificités de l'industrialisation de l'Espagne :

- **Une industrialisation précoce qui se déploie lentement et inégalement** : le processus d'industrialisation s'appuie essentiellement sur l'industrie textile et le secteur minier. La production de coton se développe à partir des années 1830 grâce à la mécanisation et se concentre en Catalogne. Cette région attire d'autres productions textiles (la laine jusqu'alors en Castille, la soie à Valence et à Murcie) au point de s'imposer comme le centre industriel du pays. L'extraction minière apparaît également comme un secteur très dynamique, à partir du milieu du XIX^e siècle, essentiellement pour les matières minérales non énergétiques : outre l'or et le mercure, l'Espagne compte dès les années 1860 parmi les premiers producteurs mondiaux de plomb, de manganèse, de zinc et de cuivre. On peut également évoquer la sidérurgie, qui se concentre rapidement dans les Asturies, à proximité des bassins houillers, où elle entraîne le développement d'une industrie mécanique. Les industries électrique et chimique se développent au début du XX^e siècle. Ce tableau ne doit pas occulter le fait que, jusque dans les années 1880, l'essentiel des emplois industriels se concentre dans l'artisanat et la petite industrie traditionnelle. Au final, l'industrie espagnole, très sectorisée, peine à s'imposer à l'échelle européenne et est très régionalisée. En effet, l'industrialisation contribue à accentuer le déséquilibre entre les régions dynamiques que sont Madrid, la Catalogne, le Pays basque et la Galice, et le reste du pays laissé à l'écart (Castille, Estrémadure, Andalousie).
- **Des fragilités structurelles persistantes** : l'industrialisation de l'Espagne présente des fragilités qui compromettent sa pleine réussite. Elles se manifestent par un marché intérieur longtemps atone, une forte dépendance à l'égard des investissements étrangers, un commerce extérieur déséquilibré (minerais massivement exportés faute de pouvoir être transformés sur place, industrie cotonnière tributaire des importations de matières premières) et le recours au protectionnisme. Le chemin de fer, qui a néanmoins permis d'unifier le marché intérieur, peut être mis en avant pour évoquer ces fragilités. En effet, les premières lignes sont tardives en comparaison de la France. Faute de capitaux nationaux, il s'avère rapidement indispensable de faire appel aux investisseurs étrangers : profitant des conditions favorables offertes par l'État, les Pereire, les Rothschild, les Prost, les Guilhou constituent des

27. Alexandre Fernandez, *op. cit.*, p. 336.

sociétés anonymes de crédit et obtiennent la concession de plusieurs lignes. De plus, le secteur ferroviaire tarde à avoir l'effet d'entraînement qu'il a pu jouer en France : la sidérurgie espagnole peine, jusque dans les années 1880, à répondre à la demande du chemin de fer, ce qui contraint à recourir à des importations. Le secteur minier est également révélateur d'un certain nombre de fragilités : les mines, traditionnellement biens de la Couronne, sont souvent vendues à des compagnies étrangères — des investisseurs britanniques achètent en 1873 les mines de Río Tinto — qui les exploitent dans une logique semi-coloniale²⁸. Les activités d'extraction et de transformation sont géographiquement dissociées, ce qui compromet toute industrialisation.

- **La lente diffusion du « factory system »** : entre les années 1850 et 1914, la majorité des Espagnols exerce un travail manuel, surtout agricole. Les artisans restent très nombreux. Au début du XX^e siècle, la population ouvrière — 16 à 18 % de la population — présente des traits préindustriels, ce que certains interprètent comme un signe de la difficile modernisation économique du pays²⁹ : la plupart des travailleurs exercent encore leur activité à domicile, seuls ou en famille (*domestic system*), ou dans de très nombreux petits ateliers semi-artisanaux, y compris à Madrid, où ils sont payés à la journée ou à la tâche. Ce type d'ateliers recule au début du XX^e siècle, à cause notamment de l'interdiction du travail des enfants et des débuts de la scolarisation, au profit du système manufacturier moderne. Ce système se développe durant la Première Guerre mondiale, au moment où s'intensifient les migrations en direction des centres industriels. Cela correspond à l'adoption du *factory system*, qui repose sur la mécanisation, le recours à une source d'énergie (vapeur, électricité) et la concentration de la main-d'œuvre ouvrière³⁰. Barcelone et Bilbao s'imposent alors comme les métropoles industrielles majeures. La pratique du salariat, jusqu'alors réservée aux employés de bureau et à certains ouvriers très qualifiés ou contremaîtres, commence à se répandre. C'est également au début du XX^e siècle que sont créés quelques rares grands groupes industriels, comme le groupe *Hidroeléctrica Ibérica* (1901), le groupe sidérurgique *Altos Hornos de Vizcaya* (1902) — qui devient la plus grosse entreprise industrielle du pays en 1914³¹ — ou encore l'entreprise de construction navale *Echevarrieta y Larrinaga* (1917). On peut mettre en avant l'industrie textile espagnole pour évoquer l'adoption du *factory system*³² mais sans généraliser car, au final, peu de secteurs ont recours à la vapeur et concentrent leur main-d'œuvre, et d'autres modes de production coexistent.

Quels bouleversements affectent le monde rural ?

L'Espagne reste au XIX^e siècle un pays rural. Une tradition historiographique continue à attribuer au secteur agricole une responsabilité centrale dans le retard économique de l'Espagne et la crise du début du XX^e siècle. Cela est à nuancer dans la mesure où l'agriculture connaît un dynamisme non négligeable mais incapable de résoudre la pauvreté du monde paysan.

Plusieurs aspects peuvent être étudiés, le professeur les développant et les approfondissant dans le cadre de la mise en œuvre qu'il aura choisie :

28. Jean-Marc Lafon, *L'Espagne aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris (Ellipses), 2007, p. 39.

29. Benjamin Martin, *The Agony of Modernization. Labor and industrialization in Spain*, Cornell University Press, 1990.

30. Les grandes concentrations ouvrières étaient jusqu'alors liées à l'extraction minière et à la sidérurgie.

31. L'usine de Baracaldo rassemble 6000 ouvriers en 1914.

32. L'usine barcelonaise de l'entreprise *La España Industrial* regroupe dans les années 1860 environ 2500 ouvriers et ouvrières.

- **Les mesures libérales et leurs effets** : dès les années 1830, les libéraux au pouvoir multiplient les réformes inspirées des Cortès de Cadix³³, dont l'élément essentiel est le mouvement de désamortissement qui consiste en la vente des biens — ici des terres — possédés par l'Église, l'armée ou les municipalités. L'objectif de ces mesures n'est pas de redistribuer les terres, mais de créer les conditions favorables à une révolution agricole propice au développement de l'économie et de favoriser l'adhésion du monde rural à la monarchie libérale. Il est difficile de mesurer avec précision les conséquences de l'ensemble des lois libérales sur la possession de la terre, mais on estime que le phénomène de privatisation de la terre a affecté au moins la moitié du territoire espagnol au XIX^e siècle, avec de grandes disparités régionales : en Galice, Vieille Castille et Aragon, la propriété petite et moyenne sort renforcée (voire la micropropriété dans la zone atlantique), tandis qu'en Andalousie, Estrémadure et Nouvelle Castille, la grande propriété s'étend. Ainsi, la privatisation de la terre a renforcé les inégalités foncières déjà existantes, et a profité essentiellement à la bourgeoisie urbaine, aux classes moyennes et aux propriétaires fonciers. Elles contribuent à déstructurer la société rurale traditionnelle en affirmant l'individualisme agraire incarné par la figure du petit paysan exploitant, et en privant l'Église de son pouvoir fiscal et de l'essentiel de son patrimoine.
- **« Une stagnation persistante de l'agriculture³⁴ » ?** Dès le milieu du XIX^e siècle, l'agriculture espagnole parvient à nourrir une population en plein essor tout en exportant huile d'olive, vin, agrumes. Les céréales restent dominantes et occupent l'essentiel du territoire, historiquement dans les deux Castilles. Deux régions se spécialisent dans une agriculture d'exportation : Valence pour le riz et les agrumes, et la Catalogne pour le vin. Enfin, la Galice et le Pays basque produisent maïs et pomme de terre dans le cadre d'une agriculture vivrière. Se trouve ainsi confortée la distinction déjà ancienne entre le *regadío*, soit l'espace agricole irrigué des plaines littorales et des grandes vallées, et le *secano*, espace d'agriculture extensive aux maigres pâturages, à l'arboriculture ou à la céréaliculture sèche. La croissance de la production agricole s'explique essentiellement par une extensification des pratiques, notamment du fait d'une main-d'œuvre nombreuse que l'industrie ne peut absorber (le secteur primaire emploie 70 % de la population active en 1900, et encore 59 % en 1930³⁵). Elle n'est en rien le résultat d'une révolution agricole, la productivité restant tout au long de la période parmi les plus faibles d'Europe.
- **Les difficultés du monde paysan** : on assiste à une extension de la pauvreté dans le monde rural qui se manifeste par l'augmentation du nombre de journaliers (*jornaleros*), surtout en Galice, en Andalousie et dans les Asturies. Cette pauvreté s'explique notamment par la croissance démographique et l'exclusion de la majorité des paysans de l'accès à la propriété. L'émigration constitue un exutoire à cette pauvreté endémique ; on peut isoler trois courants migratoires principaux : vers les centres miniers, les pôles industriels du Nord et les grands centres urbains ; vers la France et son domaine colonial (Algérie)³⁶ ; et vers l'Amérique ibérique – la perte de Cuba réoriente les flux vers l'Argentine et le Mexique. L'Andalousie peut être mise en avant comme région majeure de départ. L'exode rural est plus tardif en Espagne qu'en France, il alimente une croissance urbaine lente mais continue entre 1850 et 1914³⁷ : 24,6 % des Espagnols vivent en ville en 1857, 40 % en 1914³⁸. Trois régions industrielles dynamiques s'urbanisent : le littoral catalan, Madrid et le Pays basque.

33. Liberté de fermage (1834), fin du majorat (1836), dissolution de la Mesta (1836), désamortissement de biens ecclésiastiques (loi Mendizábal, 1836), suppression du régime seigneurial (1837), suppression de la dîme (1841), désamortissement des *montes* (1837).

34. Jean-Marc Lafon, *op. cit.*, p. 37.

35. Jacques Houdaille, « [La population active espagnole depuis 1900](#) », *Population*, n°3, 1974, p. 643-645.

36. Sur l'immigration espagnole en France, [voir la page que lui consacre le Musée national d'histoire de l'immigration](#).

37. La population rurale continue à augmenter en chiffre absolu jusqu'aux années 1930.

38. Jordi CANAL (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021, p. 109.

Quelles sont les spécificités du mouvement ouvrier espagnol ?

Malgré une industrialisation lente et incomplète, l'Espagne voit sa société changer à partir du milieu du XIX^e siècle. L'affirmation du mouvement ouvrier, l'ampleur et la violence des conflits sociaux témoignent de ces changements socio-économiques alors que les gouvernements tardent à se saisir de la « question sociale ».

Les points suivants permettent de mettre en avant les spécificités espagnoles, dans une démarche de comparaison avec la France :

- La naissance du mouvement ouvrier en Espagne** : les premières formes de contestation ouvrière apparaissent dès les années 1820 dans l'industrie cotonnière et consistent surtout en des destructions de machines, à l'exemple de l'incendie de la fabrique *El Vapor* à Barcelone en 1835. La loi de 1839 autorisant la formation de sociétés de secours mutuel permet le développement du mutualisme, ce qui pose les bases du mouvement ouvrier. Celui-ci s'organise à partir de 1855 et devient plus revendicatif : première grande grève ouvrière à Barcelone, création de la première confédération syndicale dans la même ville, publication du premier journal ouvrier à Madrid, *El Eco de la clase obrera*, qui contribue à politiser le monde ouvrier. Le mouvement ouvrier se structure à partir de 1868 autour de l'anarchisme et du socialisme à la faveur du *Sexenio democrático* et consacre Barcelone et Madrid comme épices de l'agitation sociale : création de la section barcelonaise de l'AIT (Association internationale des travailleurs) en 1869 ; fondation à Madrid en 1879 du PSOE (*Partido Socialista Obrero Español*) autour de l'ouvrier typographe Pablo Iglesias. À la suite de la loi de 1887 autorisant les associations ouvrières, est créée l'UGT (*Unión General del Trabajo*), officiellement distincte du PSOE mais liée à lui par le biais de ses dirigeants et adhérents³⁹. L'UGT gagne progressivement les centres portuaires, miniers et industriels de la Manche, de l'Estrémadure, de Biscaye, des Asturies, ainsi que Huelva, Valence, Alicante. Les revendications portent sur les salaires, l'amélioration des conditions de travail ; la grève devient rapidement la forme organisée de protestation collective (par exemple, une grève massive paralyse l'industrie textile de Barcelone pendant l'été 1869). L'État répond aux manifestations et aux grèves par une répression violente et systématique. Ainsi, le 8 février 1888, la troupe et la *Guardia Civil* ouvrent le feu sur une manifestation pacifique de mineurs du Río Tinto, faisant au moins 200 morts : il s'agit du « plus grand massacre ouvrier européen en dehors des périodes de troubles intérieurs graves⁴⁰ ». L'anarchisme l'emporte à la fin du XIX^e siècle, alors que le socialisme d'inspiration marxiste reste minoritaire : c'est là une spécificité majeure du mouvement ouvrier espagnol. En effet, l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme ont la faveur de nombreux ouvriers catalans et *jornaleros*. En Andalousie, la répression du mouvement anarchiste rural débouche sur une vague de violences politiques dans les années 1880 et 1890 (actions de la *Mano Negra* en 1883, assaut de Jérez en 1892).
- Une prise en compte tardive et limitée de la question sociale** : les gouvernements espagnols, conservateurs aussi bien que libéraux, incapables de se départir de l'idée traditionnelle de bienfaisance⁴¹, se distinguent au XIX^e siècle par leur indifférence, voire leur hostilité, à la question sociale⁴². La période du *Sexenio democrático* constitue une exception dans la mesure où les ouvriers du textile obtiennent la journée de travail de onze heures. De plus, la loi Benot de 1873 constitue une avancée

39. En 1906, 20 % adhérents de l'UGT appartiennent aussi au PSOE.

40. Gérard Chastagneret, *De fumée et de sang. Pollution minière et massacre de masse. Andalousie, XIX^e siècle*, Madrid, (Casa de Velázquez), 2017.

41. Pedro Carasa Soto, « *Beneficiencia y cuestión social, una contaminación arcaizante* », *Historia Contemporánea*, 29, 2004, p. 625-670.

42. La question sociale renvoie au problème des dysfonctionnements de la société industrielle (pauvreté, conditions de travail, santé, éducation...) et désigne la construction progressive de droits sociaux.

importante en réglementant le travail des enfants et en instaurant des mesures de sécurité et d'hygiène⁴³, mais cette loi reste peu appliquée. En l'absence de toute mesure étatique, des politiques sociales sont amorcées à l'initiative d'entreprises dans le cadre de dispositifs paternalistes : à titre d'exemple, des *colonias* sont implantées en Catalogne pour concentrer et fixer les ouvriers du textile et leurs familles et leur procurer des services élémentaires (écoles, dispensaires, etc.)⁴⁴. Il faut attendre 1900 pour que soit votée la première loi sociale (loi sur les accidents du travail). En 1903 est créé l'IRS (*Instituto de Reformas Sociales*) pour guider l'État dans la mise en œuvre d'une politique sociale à l'échelle du pays. Le repos dominical est voté en 1904, le corps des inspecteurs du travail est créé en 1908 pour s'assurer du bon respect des lois. La même année est créé l'INP (*Instituto Nacional de Previsión*) pour encourager l'épargne ouvrière. Deux lois importantes sont opportunément votées en 1919, dans un contexte de forte agitation ouvrière : journée de travail de huit heures, retraite ouvrière obligatoire. Un ministère du Travail est créé en 1920. Au final, la condition ouvrière s'améliore mais les salaires restent plus faibles qu'ailleurs en Europe occidentale. Aucune mesure n'est prise en faveur des *jornaleros* dont les conditions de vie sont pires que celles des travailleurs des villes.

- **La montée en puissance du mouvement ouvrier au début du XX^e siècle** : À la veille de la Première Guerre mondiale, la politisation du mouvement ouvrier s'est accentuée sous l'influence de la Charte d'Amiens de la CGT française (1906), ce que révèlent le développement du syndicalisme révolutionnaire et le durcissement des mobilisations ouvrières et paysannes. En juillet 1909, de violentes émeutes éclatent à Barcelone à l'annonce du rappel des réservistes, rendu nécessaire par les revers militaires dans le Rif ; les syndicats lancent un appel à la grève générale : la répression, très violente, fait 75 morts. La *Semana Trágica* constitue un moment important de l'évolution du mouvement ouvrier : les socialistes entrent massivement aux Cortès à la faveur des élections (Pablo Iglesias est élu député de Madrid), ce qui confirme l'orientation réformiste du PSOE ; un nouveau syndicat fondé à Barcelone en 1911, la CNT (*Confederación Nacional del Trabajo*), rassemble la mouvance anarchiste du mouvement ouvrier. Le syndicalisme espagnol est dès lors dominé par l'UGT et la CNT, qui diffèrent quant à leur idéologie, leur tactique et leur implantation géographique, mais ont en commun le rejet de l'ordre social existant et la conviction qu'une société nouvelle va advenir. La Première Guerre mondiale, qui correspond à une période de forte croissance de la population ouvrière⁴⁵, voit monter en puissance la conflictualité sociale. L'état de siège est proclamé en 1916 à la suite d'une grande grève ferroviaire initiée par l'UGT. Les difficultés économiques (inflation), les échos de la révolution russe sont à l'origine de la multiplication de grèves ouvrières en Catalogne, dirigées par la CNT avec l'appui de l'UGT, et d'occupations de terres en Andalousie. La répression, très violente, échoue à rétablir l'ordre : l'agitation dure jusqu'en 1921 en Andalousie⁴⁶ et 1923 en Catalogne⁴⁷, ce qui contribue à fragiliser encore davantage la *Restauración*. Les troubles du *trienio bolchevique* révèlent l'ampleur des violences sociopolitiques et consacrent la CNT comme première organisation ouvrière jusqu'en 1937.

43. Le texte de la loi est disponible sur le [site du Congreso](#).

44. Gérard Chastagnaret, *L'Espagne, puissance minière dans l'Europe du XIX^e siècle*, Madrid (Casa de Velázquez), 2000, p. 848-884.

45. La population ouvrière espagnole augmente de 60 % entre 1914 et 1918.

46. L'Andalousie concentre 35 % des grèves et 60 % des grévistes de l'ensemble du pays (Jordi CANAL, *op. cit.*, p. 203).

47. La répression fait 200 morts en Catalogne entre 1920 et 1923.

Lexique spécifique à faire acquérir : *mecanización, industrialización, sociedad industrial, proletariado, movimiento obrero, socialismo, marxismo, anarquismo, sindicalismo, desamortización.*

Exemple de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol.

Industrialización y consecuencias sociales en España

Cette [séance](#) est originellement destinée à des élèves de SELO. Il s'agit de dégager les spécificités de l'industrialisation de l'Espagne et ainsi de nuancer l'idée d'un « retard espagnol ». Le mouvement ouvrier espagnol est étudié en lien avec le mouvement ouvrier international. Les élèves extraient des informations d'une courte vidéo pour produire une carte mentale.

Pièges à éviter

- Ne pas nuancer le tableau d'une Espagne en retard.
- Ne pas donner au monde rural une place conforme à son importance dans la société espagnole.
- Se placer dans une vision téléologique, faisant de la guerre civile l'aboutissement inévitable des évolutions étudiées ici.

Chapitre 2 – Les empires coloniaux : des évolutions différentes

Enjeux historiographiques

Le second empire colonial espagnol entre ambitions et réalités : impérialisme, africanisme, *iberismo* et *hispanidad*.

Si le premier empire colonial de l'Espagne a été un objet d'études important pour des historiens hispanistes français et britanniques⁴⁸, son second empire colonial – modeste en comparaison du premier et au regard des autres domaines coloniaux contemporains – demeure un champ très peu investi. Il n'apparaît bien souvent et secondairement qu'à travers l'histoire politique et militaire du règne d'Isabelle II (1833-1868), de la Restauration (1874-1931) et du franquisme (1936-1975). L'intérêt des historiens espagnols se dessine dans les années 1870, concomitamment au développement d'une politique coloniale africaine, voulue par le pouvoir et soutenue par des intellectuels et les élites.

48. On pourra consulter la ressource d'accompagnement eduscol consacrée au thème 2 du programme de Seconde bachibac : « [XV^e-XVI^e siècles : nouveau rapport au monde, mutations intellectuelles](#) ».

C'est dans ce contexte que se forgent et se diffusent les concepts d'impérialisme⁴⁹, et plus spécifiquement dans le cas de l'Espagne, d'africanisme, d'*iberismo* et d'*hispanidad*⁵⁰, que des historiens convoquent et investissent dans leur champ de recherche :

- l'*africanismo* (africanisme) correspond à l'idée que l'Afrique est l'espace de la « *reinención colonial española*⁵¹ » et le « *sucedáneo de un nuevo imperio*⁵² » à partir de 1859, qui marque les débuts d'une politique coloniale, et plus encore après le désastre de 1898 ;
- l'*iberismo* (ibérisme) renvoie à l'hypothétique parenté historique entre les premières populations ibères de la péninsule et celle d'Afrique du Nord, et à une mission de « *regeneración* » qui incomberait à l'Espagne ;
- l'*hispanidad* (hispanité) est revisitée après 1874, durant les premières décennies de la période de la *Restauración*, mais avec comme singularité le contexte de l'Espagne post 1898.

Ces deux derniers concepts se développent consécutivement au Désastre de 1898 dans la « *reacción noventayochista* » puis sont portés dans les années 1930 par les milieux conservateurs et réactionnaires – parti *Renovación Española* (1933-1937), revue *Acción Española* (1931-1936). Durant la période franquiste, l'africanisme s'institutionnalise au sein du *Consejo Superior de Investigaciones Científicas* (1939) et dans l'*Instituto de Estudios Africanos* (1945-1983), et sous l'emprise d'une idéologie au pouvoir – qui convoque d'une part le national-catholicisme et l'identité nationale et d'autre part les heures de gloire de l'Espagne et un imaginaire impérial. Par la suite, l'africanisme universitaire espagnol évolue au regard des nouvelles problématiques, notamment anglo-saxonnes comme les *Spanish African studies*⁵³, et, dans le contexte de la *Transición*, s'émancipe définitivement de la tutelle politique et idéologique franquiste. Ainsi, en 1984, est créée l'*Asociación Española de Africanistas*⁵⁴. Au sein des universités espagnoles, le second empire colonial espagnol est un champ d'investigation, notamment du *Grupo de Estudios Africanos* (1955) du *Departamento de Ciencia Política* de l'*Universidad Autónoma de Madrid*⁵⁵, ou encore hors d'Espagne dans les anciens territoires de l'Afrique espagnole (Maroc⁵⁶ et Guinée équatoriale) et au sein de l'*African Studies Centre* de l'Université de Leide (ASCL)⁵⁷.

49. Définition du dictionnaire de la *Real Academia* : « *Actitud y doctrina de quienes propugnan o practican la extensión del dominio de un país sobre otro u otros por medio de la fuerza militar, económica o política.* »

50. Ismael SAZ, « *Las herencias intelectuales de la pérdida del imperio americano* », in *Imperialismi e retaggi postcoloniali in Italia, Portogallo, Spagna*, Storicamente.org-Laboratorio di Storia, n° 12, 2016, p. 1-24 ; Alicia Campos Serrano, « *Constantes y discrepancias en el africanismo colonial español, 1876-1975* », *Ayer*, n° 123, 2021, p. 201-231.

51. Ferran Archilés Cardona, « *¿Una cultura imperial? Africanismo e identidad nacional española en el final del siglo XIX* », in *Imperialismi e retaggi postcoloniali in Italia, Portogallo, Spagna*, Storicamente.org-Laboratorio di Storia, n° 12, 2016, p. 1-25.

52. Ismael Saz, *op. cit.*, p. 5.

53. Luis Beltrán, « *African Studies in Spain* », *African Studies Bulletin*, vol. 11, n° 3, dec., 1968, p. 316-325.

54. Site [Asociación española de africanistas](#).

55. Site [Grupo de estudios africanos](#).

56. On peut citer les travaux des historiens marocains suivants : Mimoun Aziza, *Le Rif sous le protectorat espagnol (1912-1956) : marginalisation et changements sociaux : naissance du salariat*, ss. dir. René Galissot, Paris 8, 1994 ; Youssef Akmir, *De Algeciras a Tetuán, 1875-1906. Orígenes del proyecto colonialista en Marruecos*, Rabat: Instituto de estudios Hispano-lusos, 2009.

57. site [African Studies centre Leiden](#).

Les désastres de 1898 et 1921 : décadence, crise et *regeneracionismo*

Les cinglantes défaites militaires en 1898 et 1921, face respectivement aux États-Unis et aux forces rifaines dirigées par Abd el-Krim, sont pour l'Espagne deux ruptures majeures qui font prendre conscience aux élites politiques et intellectuelles d'une relégation de l'Espagne au rang de puissance secondaire voire marginale dans le concert des nations et d'un pays en décadence à l'aune de l'essor du reste du continent.

Au-delà de la perte des vestiges du premier empire colonial, le « *Desastre del 98* » fut « *la sensación de crisis no del Imperio, sino de la nación española misma; una nación, así lo percibirían muchos de los intelectuales de la época, decadente, agónica, fracasada, moribunda*⁵⁸ » : une « crise de fin de siècle ». Tomás Pérez Vejo insiste sur cette idée d'une « *crisis civilizatoria de la nación española* » et d'une trahison des élites politiques et libérales, qui auraient choisi de sacrifier l'empire et la flotte afin de sauver le régime, idée relayée par la presse conservatrice, qui dénonce la décadence de l'Espagne. Cette opinion se retrouve dès la fin du conflit et au cours des premières années du XX^e siècle. Les premiers ouvrages sur la guerre hispano-américaine paraissent dans le contexte du *regeneracionismo*⁵⁹. À partir des années 1970-1980, la vision sur le *Desastre* s'émancipe de la tradition historiographique, dont la période franquiste fut l'acmé. Le centenaire constitue un moment important de renouveau historiographique par le biais de colloques⁶⁰, de travaux et publications, notamment d'Agustín Ramón Rodríguez González et de Juan Luis Pan-Montojo⁶¹.

En 1921, le *desastre de Annual*, au cours duquel les forces militaires de la *Comandancia Militar* de Melilla sont humiliées et quasiment anéanties, est un autre événement majeur, révélateur des faiblesses de l'Espagne embourbée depuis 1911 dans la *Guerra del Rif*⁶². Très rapidement, la presse qualifie les événements de « *desastre* ». Le *desastre de Annual* a des conséquences politiques à court terme et emporte le gouvernement conservateur et discrédité de Manuel Allendesalazar. Ce dernier est remplacé par Antonio Maura et une commission, dirigée par le général Picasso, a pour mission d'enquêter sur les causes du *desastre de Annual*. En outre, une partie de la gauche espagnole dénonce alors le *desastre* et réclame des comptes : le dirigeant socialiste Indalecio Prieto, le 27 octobre 1921, accuse le roi d'être à l'origine du *desastre* et du problème africain⁶³. Le *desastre de Annual* est vu par les historiens au regard

58. Ismael SAZ, *op. cit.*, p. 2.

59. On peut citer les ouvrages d'Enrique Mendoza y Vizcaino et Alberto Leduc, *Historia de la guerra hispano-americana* (1^{re} éd. en 1898, rééd. en 1902), et de Severo Gómez Núñez, *La guerra hispano-americana* (1901). Sur le *regeneracionismo* : Stéphane Michonneau, « Régénération et échec du système », in Jordi Canal (dir.) *Histoire de l'Espagne contemporaine, op. cit.*, p. 155-177 ; sur le site de la bibliothèque virtuelle Miguel de Cervantes, un article d'Yvan Lissorgues, « [La crisis de fin de siglo. El regeneracionismo](#) ».

60. José G. Cayuela Fernández (coord.), *Un siglo de España: Centenario, 1898-1998*, en colaboración con la Universidad de La Habana, Cuenca (Eds Universidad de Castilla-La Mancha), 1998.

61. Agustín Ramón Rodríguez González, *La guerra del 98. Las campañas de Cuba, Puerto Rico y Filipinas*, Madrid (Aguilar ed.), 1998 ; Juan Luis Pan-Montojo (dir.), *Más se perdió en Cuba*, Madrid (Alianza editorial), 1998 ; Santos Juliá Díaz, « En España: fin del imperio, agonía de la Nación », in I. Burdiel y R. Church (Ed.), *Viejos y nuevos imperios*, Valencia (Espite), 1998, p. 95-112 ; Tomás Pérez Vejo, *3 de julio de 1898. El fin del imperio español*, Madrid (Taurus), 2020.

62. Anoual en français et en référence à cette localité située entre Melilla et la baie d'Alhucemas. La bataille se déroule du 22 juillet au 9 août 1921. Après le *desastre de Annual*, le général Juan Picasso est chargé d'enquêter sur le déroulement de cet épisode et de rédiger un rapport dit *Expediente Picasso*. Il y est entre autre établi qu'il y eut 13 363 morts (10 973 Espagnols et 2 390 pour les forces indigènes engagées côté espagnol). À ce bilan il faut ajouter les 326 prisonniers, dont le général Navarro, qui ne sont libérés qu'en 1923 par le truchement de l'industriel basque Horacio Echevarrieta.

63. *El desastre de Melilla dictámen de la minoría socialista : discurso de Indalecio Prieto pronunciado en el Congreso de los diputados los días 21 y 22 de noviembre de 1922, al examinarse el expediente instruido por el general Picasso sobre los sucesos acaecidos en el territorio de Melilla durante los meses de julio y agosto de 1921*

des conséquences politiques et du contexte de la *Segunda Guerra de Marruecos* ou *Guerra del Rif* (1911-1927) : coup d'État de Primo de Rivera le 13 septembre 1923 et instauration de la dictature du *Directorio militar*⁶⁴. La mémoire de 1921 évolua, comme celle de 1898, avec l'approche du centenaire. L'année 2021 fut un moment d'intérêt historiographique et de convocation mémorielle de « *la peor guerra en el peor momento en el peor sitio del mundo [...]. Una batalla que nadie quiso oír durante 75 años*⁶⁵ ». Plus récemment, des travaux mettent en relief les méthodes employées par l'armée espagnole : usage d'armes chimiques et de l'aviation, débarquement aéronaval d'Alhucemas en 1925⁶⁶.

64. Primo de Rivera, dans son manifeste, fait référence à cette *decadencia* qui court depuis 1898 jusqu'à Annual : « *Españoles: Ha llegado para nosotros el momento más temido que esperado (porque hubiéramos querido vivir siempre en la legalidad y que ella rigiera sin interrupción la vida española) de recoger las ansias, de atender el clamoroso requerimiento de cuantos amando la Patria no ven para ella otra salvación que liberarla de los profesionales de la política, de los hombres que por una u otra razón nos ofrecen el cuadro de desdichas e inmoralidades que empezaron el año 98 y amenazan a España con un próximo fin trágico y deshonoroso. La tupida red de la política de concupiscencias ha cogido en sus mallas, secuestrándola, hasta la voluntad real. Con frecuencia parecen pedir que gobiernen los que ellos dicen no dejan gobernar, aludiendo a los que han sido su único, aunque débil, freno, y llevaron a las leyes y costumbres la poca ética sana, el tenue tinte de moral y equidad que aún tienen; pero en la realidad se avienen fáciles y contentos al turno y al reparto y entre ellos mismos designan la sucesión.* »

65. Franciscol Peregil, « [La derrota de Annual, cien años de olvido](#) », *El País*, 18 juillet 2021 ; Joaquín Mayordomo, « [Estreno del primer documental sobre la Guerra del Rif](#) », *El País*, 10 avril 2008 ; *Id.*, « [Annual : horro, masacre y olvido](#) », *El País*, 22 mars 2016.

66. Juan Albi de la Cuesta, *En torno a Annual*, Madrid (Ministerio de Defensa), 2016 ; María Rosa de Madariaga, *España y el Rif. Crónica de una historia casi olvidada*, UNED-Centro asociado de Melilla, 1999 ; Luis Miguel Francisco, *Morir en África : la epopeya de los españoles en el Desastre de Annual*, Barcelona (Ed. Crítica), 2017 ; Javier Veramendi (coord.), « El desastre de Annual », *Desperta Ferro contemporánea*, n° 30, nov. 2018 ; Manuel Serrano Vélez, *Silvestre o el sueño de un imperio*, Córdoba (Almuzara), 2018 ; Fernando Martínez Laínez, *Mientras la patria exista. Centauros del sol: pasión y muerte del Regimiento Alcántara*, EDAF, 2018 ; Faris El Messaoudi-Ahmed, *El Rif, sus élites y el escenario internacional en el primer tercio del siglo XX*, Caligrama, 2016.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux analyses complémentaires pour comparer les politiques coloniales française et espagnole en Afrique.

Stève Bessac-Vaure, « Étude comparative des administrations française et espagnole dans le Maroc colonial, 1912-1936 », *Monde(s)*, vol. 9, n° 1, 2016, p. 185-203.

Les deux puissances coloniales cherchent à quadriller leur zone afin de mieux la contrôler. Elles rompent alors avec l'organisation territoriale antérieure, plus rudimentaire. Cependant la division territoriale cartographique n'est pas synonyme, pour autant, de contrôle effectif, d'où la division entre régions civiles (pacifiées) et régions militaires, elles-mêmes subdivisées entre les zones de sécurité et d'insécurité. Il y a également la volonté de recouper les divisions administratives et les commandements militaires. Ainsi, les autorités espagnoles rattachent les territoires aux trois *Comandancias generales* de Melilla, Ceuta et Larache (ordre royal du 24 avril 1913) alors que dans le protectorat français, quatre des cinq subdivisions militaires (Fez, Meknès, Rabat et Marrakech) correspondent aux régions administratives du même nom, ayant les mêmes limites territoriales. Dans les régions civiles, le chef de région, un civil, est l'autorité régionale principale : « Le chef de région a le pas sur toutes les autorités civiles et militaires régionales et les honneurs qui lui sont rendus par les troupes et par la marine sont ceux réservés en France aux préfets. Il dépend immédiatement du commissaire résident général, il ne reçoit d'ordre que de lui, il ne rend des comptes qu'à lui, par l'intermédiaire du secrétariat général du protectorat. »

Le découpage administratif s'opère de la sorte : la région ou la circonscription autonome englobe plusieurs circonscriptions, cellules administratives de base. Le chef de circonscription — un contrôleur — est le chef absolu, tous les administrateurs chérifiens devant se référer à lui. Il contrôle les populations européennes et autochtones avec l'appui des chefs traditionnels et de ses adjoints dans les annexes puis dans les postes. Les annexes correspondent à la première subdivision de la circonscription, plus adaptée à la répartition tribale. Le poste, quant à lui, n'est pas considéré comme une division administrative à proprement parler mais comme un poste d'adjoint au chef de circonscription. Les divisions militaires recoupent cette hiérarchie avec les régions commandées par des officiers généraux et les territoires dirigés par des colonels ou lieutenants-colonels. En dessous de ce premier niveau se trouvent les cercles, équivalents des circonscriptions, puis les annexes et postes.

Côté espagnol, jusqu'en 1927, les motivations qui expliquent le découpage territorial sont d'ordre militaire. En 1918, la zone est divisée en deux régions — Occidentale et Orientale — afin de faciliter les opérations militaires (décret royal du 11 décembre 1918). Le décret royal du 16 septembre 1922 crée également l'Amalat du Rif — région autonome — à des fins politiques pour servir de monnaie d'échange dans les négociations avec Abdelkrim. La « pacification » terminée, l'administration ibérique se préoccupe ensuite d'étendre son réseau d'*intervenciones*. Il existe trois bureaux centraux de l'*Intervención* (Tétouan, Larache et Melilla) et deux bureaux de secteurs (Chechaouen et Alhucemas) dirigés par un *interventor* régional (décret de l'*Alto Comisario* de 31 décembre 1927). Un peu plus tard, les bureaux de secteurs sont transformés en *oficinas centrales* (décrets de l'*Alto Comisario* du 1^{er} janvier 1929). Ces bureaux ont sous leur responsabilité des *oficinas principales* et à un échelon inférieur d'*información*. Avec l'avènement de la République, la division territoriale évolue : le protectorat est alors divisé en six régions — trois civiles (Yebala occidentale, Yebala orientale et la Région orientale) et trois militaires (Yebala central, Gomara-Chauen et le Rif) (décret du 29 décembre 1931) —, puis seulement en cinq régions sans distinction à partir de 1935 (Orientale, Rif, Gomara, Occidentale et Yebala) (décret du 15 février 1935). Jusqu'en 1935, le caractère civil ou militaire des régions dépend de la « situation de leurs tribus », c'est-à-dire du « degré de pacification » de celles-ci.

Les divisions territoriales sont donc différentes dans la pratique entre les deux zones mais guère dans l'esprit puisque prédomine une division entre territoires civils et territoires militaires, suivant la « pacification » des tribus. L'extension des premiers est seulement plus importante dans le protectorat français.

Ferran Archilés Cardona, « ¿Una cultura imperial? Africanismo e identidad nacional española en el final del siglo XIX », in *Imperialismi e retaggi postcoloniali in Italia, Portogallo, Spagna, Storicamente.org-Laboratorio di Storia*, n° 12, 2016, p. 1-25.

Es bien sabido que por falta de medios el Estado español tuvo que renunciar a proyectos imperialistas de gran alcance. Sin duda la acción colonial española en África se abordó con recursos limitados y sus resultados (como sucedió desde un punto de vista económico) fueron igualmente limitados, algo que tal vez no sea una singularidad española, si lo comparamos con, por ejemplo, el caso italiano. Además no fue una acción especialmente tardía, pues la expansión africana de España en el siglo XIX no estuvo cronológicamente demasiado alejada de la que emprendieron Italia o Alemania [Labanca 2007, Conrad 2011]. Ciertamente, cabe señalar que desde el Estado se abordó con notables limitaciones el desarrollo de las vías de nacionalización asociadas a un proyecto imperialista de gran alcance. No hubo un «imperialismo popular» aunque ello no significa que no hubiese estallidos en este sentido. En todo caso, es todavía poco lo que sabemos sobre la presencia del imperio en la cultura popular española. A pesar de las enormes diferencias de magnitud y naturaleza entre los diversos proyectos imperialistas europeos, la exploración de la difusión popular se está convirtiendo en una línea fructífera de trabajo para otros países como Bélgica, Holanda o Italia, mientras que el caso español ha quedado al margen, así como el portugués [MacKenzie 2011]. De hecho la ausencia del caso español en el estudio sobre el imperialismo es casi general, desde luego en lo que afecta a África. [...]

Es bien cierto que en España los proyectos coloniales, cuando implicaron aventuras bélicas, despertaron frecuentemente una notable animadversión como sucedió con los acontecimientos que culminaron en la Semana Trágica de Barcelona de 1909. Pero tampoco conviene olvidar que, de manera reiterada, diferentes conflictos de naturaleza imperialista contaron con un grado de popularidad no desdeñable (como fue ya el caso de la guerra de Marruecos en 1859 [García Balañá 2002]) o una identificación con los valores de la nación amenazada que es difícil no calificar de nacionalista. Sucedió con el conflicto de 1885 con Alemania por las Islas Carolinas [Elizalde 1992], y también, desde luego, con la guerra hispano-cubana, especialmente cuando se involucraron los Estados Unidos, momento en que se produjo una auténtica explosión de nacionalismo español casi en todos los ámbitos del espectro político (con la excepción de los republicanos federalistas y ciertos sectores del incipiente nacionalismo vasco). Tampoco habría que olvidar que, aunque pasajero, el ardor patriótico estalló tras el desastre de Annual [La porte 1996, Balfour 2002, 171]. Lo mismo sucedió con la llamada guerra de Melilla de 1893, probablemente más popular de lo que se acostumbra a plantear. Todo ello sin cuestionar que, en efecto, es muy difícil hablar de una opinión pública unida al respecto.

El colonialismo español del periodo de la Restauración borbónica (que se inicia en 1875) se concentró en cuatro ámbitos: las colonias del continente americano ; las islas Filipinas y áreas afines en Asia (como las islas Carolinas.); Marruecos y Sáhara y la costa de Guinea en Africa. Hasta 1898, el ámbito americano continuó siendo el eje central junto con las islas Filipinas [Fradera 2006]. Finalmente, las esperanzas de futuro se concentraron en el ámbito marroquí, cuajando a partir de la conferencia de Algeciras en 1906 (que abriría las puertas al Protectorado en 1912 [González Alcantud, Martín Corrales 2007]). Pero lo cierto es que en las décadas de los ochenta y noventa del siglo XIX, los proyectos coloniales para Cuba, Filipinas o Guinea, se solapan unos a otros y conformaron un contexto de reinención colonial española del cual el proyecto africanista acabó siendo la pieza final.

En 1859, la guerra de Marruecos evidenció la voluntad de expansión en el Norte de África y también en el Golfo de Guinea. Se trataba, en principio, de un asunto de prestigio militar más que de anexión territorial. Pero a partir de los años ochenta el norte de África se convirtió en el ámbito compensatorio de las ambiciones colonialistas españolas, el marco de un auténtico espejismo colonial. Ocupación militar, expansión comercial y misión civilizadora se aunaron en la política y el imaginario español finisecular.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer et d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

Ce chapitre invite à approfondir des notions déjà étudiées par les élèves, essentiellement celles en rapport avec la colonisation et l'impérialisme.

Place du chapitre dans la scolarité des élèves

Dans le cadre du thème 2 du programme de quatrième, « L'Europe et le monde au XIX^e siècle⁶⁷ », les élèves ont étudié les « conquêtes et sociétés coloniales » : les nouvelles conquêtes coloniales et le renforcement de la domination européenne sur le monde ; les logiques de la colonisation à travers l'exemple de l'empire colonial français ; le fonctionnement d'une société coloniale. Le programme de quatrième invite aussi à présenter l'aboutissement du long processus d'abolition de l'esclavage (décrets du 27 avril 1848 en France et de 1870 à 1880 en Espagne).

En troisième, le thème 2 du programme, « Le monde depuis 1945 », permet de réactiver les notions d'empires coloniaux et de sociétés colonisées, et d'étudier des mouvements nationalistes⁶⁸.

Éléments de problématisation

Au XIX^e siècle, les nouvelles conquêtes coloniales réalisées par les puissances européennes — processus dont les motivations sont à la fois politiques et économiques — se traduisent par la constitution de domaines coloniaux (colonies et protectorats). Dans ces territoires se mettent en place des sociétés où la domination européenne se manifeste par une inégalité juridique entre Européens (colons et colonat), assimilés et autochtones, ainsi que par l'exploitation par la métropole et pour la métropole des richesses : système de l'exclusif, protectionnisme. Pour ce qui est du cas espagnol, s'ajoute la persistance de l'esclavage dans la Caraïbe, où les grands propriétaires sucriers et les industriels sucriers, tout particulièrement, s'opposaient à la perte de cette main-d'œuvre servile. Ce chapitre invite à montrer les points communs et les différences entre la France et l'Espagne dans les motivations et traductions de leur politique coloniale ainsi que les effets du contexte international comme dans l'exemple du Maroc — conférence d'Algésiras et protectorats français et espagnol — et des luttes impérialistes⁶⁹.

Problématique du chapitre : Quelles raisons et quels acteurs sont à l'origine des politiques coloniales française et espagnole dans la seconde moitié du XIX^e siècle et quelles sont les traductions et évolutions de ces deux empires coloniaux (territoires et sociétés) ?

67. On pourra se référer à la ressource éducol « [L'Europe et le monde au XIX^e siècle](#) ».

68. On pourra se référer à la ressource éducol « [Le monde depuis 1945](#) ».

69. Rivalités franco-allemandes à propos du Maroc (*Weltpolitik*, crises de 1905-1906 et de 1911 dite d'Agadir), à quoi s'ajoute la volonté britannique d'éviter une position hégémonique sur le bassin occidental de la Méditerranée et de préserver ses propres intérêts (Gibraltar et Tanger).

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

En quoi la guerre hispano-américaine de 1898 illustre-t-elle les affrontements entre puissances provoqués par les politiques impérialistes ?

L'explosion — selon toute vraisemblance accidentelle — du cuirassé étatsunien *Maine* dans la rade de La Havane, le 15 février 1898, est le prétexte de l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Espagne le 21 avril. Si Cuba est le premier théâtre du conflit hispano-étatsunien, les Philippines et Guam sont aussi, dans le Pacifique, un enjeu de la projection de la puissance des États-Unis au-delà de leur territoire⁷⁰. Inversement, pour l'Espagne, le *Desastre del 98* est celui de la *decadencia*.

Tout au long du XIX^e siècle, des forces centrifuges éloignent Cuba de la métropole alors que parallèlement des liens se développent et la rapprochent des États-Unis : exportations de plus en plus liées aux États-Unis (entreprises sucrières et fruitières, tabac), développement de mouvements indépendantistes. À quoi s'ajoutent, dès le début du XIX^e siècle, les prétentions étatsuniennes sur Cuba avec des propositions d'achat de l'île et les tensions avec l'Espagne depuis la décennie 1870 (incident du *Virginius* en 1873). De plus, le 2 février 1895, l'appel à l'insurrection contre la métropole, de José Martí (*Grito de Baire*), marque, après la *Guerra de los Diez Años*, ou *Guerra del 68* ou *Guerra Grande* (1868-1878), le début d'un nouveau conflit pour obtenir l'indépendance de l'île. En 1897, le gouvernement étatsunien presse l'Espagne de trouver une issue au conflit et de préserver les intérêts des entreprises des États-Unis. La presse étatsunienne, qui se fait largement l'écho du conflit cubain, prend clairement partie pour les forces indépendantistes⁷¹. L'explosion du cuirassé *Maine* est le *casus belli* à l'origine de l'ultimatum des États-Unis et de l'intervention militaire dans une « *splendid little war* » selon l'expression du secrétaire d'État John Milton Hay.

Les affrontements de la guerre hispano-américaine commencent le 4 avril à Cuba par le bombardement de Matanzas par la flotte étatsunienne qui organise le blocus de Cuba et qui, malgré quelques succès espagnols, détruit la flotte des Caraïbes. Parallèlement les *marines* débarquent sur l'île le 10 juin dans la baie de Guantánamo. Toujours dans la zone Caraïbes, les forces étatsuniennes organisent le blocus de Puerto Rico et débarquent le 25 juillet. À nouveau, malgré quelques victoires espagnoles, les forces étatsuniennes se déploient sur l'île pour l'occuper, à l'instar de Cuba.

La flotte étatsunienne prépositionnée à Hong-Kong prend la mer le 27 avril en direction des Philippines, où le conflit est dans un premier temps naval. Le 21 juin, Guam est occupée par les États-Unis et le 13 août, avec le soutien de l'*Ejército Revolucionario Filipino*, dirigé par le leader indépendantiste Emilio Aguinaldo, le contingent étatsunien prend et occupe Manille.

70. Dans un décentrage géographique et dans une perspective historiographique, on pourra se reporter à l'article de l'historien vénézuélien Arcadio Delgado Rosales (Universidad de Zulia), « *La política internacional de Estados Unidos hacia Cuba* », *Frónesis*, vol. 1, n° 1, 1994, p. 87-99. Il propose d'analyser « *la política exterior norteamericana hacia Cuba, en su condición de potencia capitalista hegemónica mundial e imperialista en sentido estricto, utilizando como guía metodológica la teoría del autor José Acosta Sánchez, contenida en su obra El imperialismo Capitalista.* »

71. Fredj MAATOUG, « *Les États-Unis, la propagande et la guerre : de Cuba (1898) à l'Irak (2003)* », *Revue LISA/LISA e-journal*, Vol. VI – n°1 | 2008.

Le 12 août, l'Espagne accepte un protocole d'armistice qui prévoit :

- la perte de la souveraineté et des droits au profit des États-Unis sur Cuba, Puerto Rico, Guam que les troupes espagnoles doivent évacuer ;
- l'occupation de Manille par les États-Unis, dans l'attente du règlement de l'indépendance des Philippines ;
- la désignation de commissaires pour les négociations d'un traité de paix qui doit se tenir à partir du 1^{er} octobre à Paris.

Le traité de Paix dit de Paris est signé le 10 décembre 1898.

À la suite de ses défaites à Cuba, Puerto Rico et aux Philippines, l'Espagne accède à toutes les demandes des États-Unis : perte de la souveraineté espagnole sur Cuba, qui proclame son indépendance, cession aux États-Unis de Puerto Rico et Guam, et vente des Philippines pour une somme de vingt millions de dollars. L'Espagne, affaiblie, vend au Reich allemand, par le traité germano-espagnol du 12 février 1899, ses territoires des Mariannes, des Carolines et de Palaos. Le 25 avril 1899, le *Ministerio de Ultramar* est donc supprimé.

« Dans l'historiographie espagnole, 1898 est l'année du Désastre par excellence. Les Espagnols, écrit Joseph Pérez, ont le sentiment d'avoir été humiliés et trompés. Des hommes politiques irresponsables ont engagé le pays dans une guerre perdue d'avance. Une partie de la presse a caché la vérité et entretenu des illusions sur l'issue du conflit⁷². »

Quelles sont les évolutions de la politique coloniale espagnole entre le milieu du XIX^e siècle et les années 1920 ?

À la suite du processus d'émancipation des territoires d'Amérique, les vestiges du domaine colonial, désormais qualifiés de *ultramar*, sont depuis 1851 sous la tutelle du *Consejo de Ultramar* et de la *Dirección de Ultramar*, administrations qui dépendent de la présidence du gouvernement. Puis, en 1863, est créé le *Ministerio de Ultramar* qui, en dehors des finances et de la guerre, administre les territoires extra-péninsulaires des Caraïbes, du Pacifique et d'Afrique.

Dans les Caraïbes, les îles de Cuba et de Puerto Rico demeurent les seuls territoires sous souveraineté de l'Espagne après l'indépendance de l'Amérique espagnole :

- Le processus d'émancipation de **Cuba** est entre autres corrélé à la question du statut et de la représentation de l'île, qui perd en 1837 ses députés aux Cortès, et à la question de l'esclavage⁷³. En 1868, un soulèvement réunit esclaves et « petits Blancs » qui réclament l'abolition de l'esclavage et l'autonomie de l'île. Les acteurs et forces du mouvement indépendantiste sont fédérés dans un premier temps autour de la figure de Carlos Manuel de Céspedes (1819-1874). Plusieurs conflits éclatent — *Guerra de los Diez Años* (1868-1878) et *Guerra Chiquita* (1879-1880) — face auxquels les gouvernements conservateurs successifs de la *Restauración* abolissent progressivement l'esclavage mais, en dehors du rétablissement de représentants cubains aux Cortès, ne cèdent rien aux revendications d'autonomie et accentuent au

72. Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Paris (Fayard), 1996, p. 618.

73. Les esclaves représentent environ la moitié du million et demi d'habitants de l'île et constituent la main-d'œuvre des grandes exploitations.

contraire la présence militaire⁷⁴. Le 24 février 1895, à l'appel du *Grito de Baire* et sous la houlette de José Martí (1853-1893), fondateur du *Partido Revolucionario Cubano* (1892), un nouveau soulèvement insurrectionnel éclate contre les autorités et forces espagnoles (*tropas realistas*), campagne que José Martí nomme la *Guerra Necesaria* et qui se conclut par la défaite de l'Espagne en 1898.

- Dans l'île de **Puerto Rico**, des mouvements revendiquent l'indépendance dès le début du XIX^e siècle, mais l'île est durant l'émancipation de l'Amérique espagnole un important foyer loyaliste et obtient même de Ferdinand VII une large autonomie économique mais très limitée politiquement. Face au refus des gouvernements d'Isabelle II de répondre favorablement aux revendications d'autonomie politique, les tentatives de soulèvement se succèdent jusqu'à celle de Yauco en 1897, à laquelle le gouvernement espagnol répond en accordant à Puerto Rico une très large autonomie. Néanmoins, l'île se retrouve au cœur des enjeux de la guerre hispano-américaine : occupée par les États-Unis, elle est cédée par l'Espagne au traité de Paris.
- Aux **Philippines**, dans les années 1860, des réformes et des mesures d'ouverture au profit des populations autochtones tentent timidement de répondre aux demandes des *ilustrados*. Mais comme à Cuba et Puerto Rico, l'année 1868 est un tournant majeur pour les forces et acteurs revendiquant l'émancipation vis-à-vis de la métropole. Le gouvernement provisoire espagnol abolit le travail forcé et la censure de la presse, et accorde quelques libertés. Cela provoque l'hostilité des conservateurs (Église et *peninsulares*) ainsi que la frustration des partisans des *criollos* et des *mestizos*, qui réclament encore plus d'avancées. Le 20 janvier 1872, une mutinerie éclate qui échoue mais que le gouverneur exploite pour faire arrêter, juger pour sédition et condamner quelques *ilustrados*. Ceci exacerbe le sentiment nationaliste philippin et l'hostilité des *criollos* envers les autorités espagnoles. Émergent les acteurs de la guerre d'indépendance dite *Revolución filipina* (1896-1898) : Andrés Bonifacio puis Emilio Aguinaldo, premier dirigeant de la République des Philippines qu'il a proclamée et qui, en 1899, s'engage dans la guerre contre les États-Unis, puissance occupante.

Quelles sont les modalités, caractéristiques et traductions spatiales de la politique africaine de l'Espagne au XIX^e et au début du XX^e siècle ?

Au début du XIX^e siècle, l'Espagne possède en Afrique des possessions anciennes et éparées, à partir desquelles le processus d'expansion coloniale s'étend sur trois espaces régionaux :

- en Afrique du Nord dans le Rif, essentiellement à partir des places de souveraineté de Ceuta et Melilla⁷⁵ ;
- sur le littoral atlantique du Sahara, en face des Canaries (Cabo Juby qui fait partie du protectorat espagnol du Maroc, Ifni, Saguia el Hamra et Río de Oro qui ont le statut de colonies) ;
- dans le golfe de Guinée, à partir des îles de Fernando Poo et d'Annobón⁷⁶, en amont des embouchures des fleuves Campo, San Benito et Muni.

74. Inés Roldán de Montaud, « [La política colonial del Gobierno Provisional al final de la República](#) », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, 55, 2020 ; Oscar Zanetti Lecuona, « En camino al 98 : Cánovas y el problema económico de Cuba (1878-1881) », *Revistas de Indias*, CISC, Madrid, 1998, vol. LVIII, n° 212, p. 195-213.

75. Melilla est une possession espagnole depuis 1497 et Ceuta depuis 1580 : elle dépendait depuis 1415 du Portugal, fut intégrée à la *Monarquía Hispánica* en 1580 et demeura espagnole après 1640 et la fin de la *Unión dinástica*.

76. Ces îles, découvertes par les Portugais en 1471, passent sous souveraineté de l'Espagne de 1778 à 1827, année au cours de laquelle elles sont occupées par le Royaume-Uni.

La politique africaine de l'Espagne se met en place sous le règne d'Isabelle II : implantation dans le golfe de Guinée en 1843 et *Primera Guerra de África* contre le Maroc de 1859 à 1860. Elle se développe sous la restauration et plus particulièrement sous le règne d'Alphonse XIII, en réponse notamment au désastre de 1898 (*Guerra de Margallo* ou *Primera Guerra del Rif* de 1893 à 1894, *Guerra del Rif* de 1911 à 1927). La politique coloniale africaine trouve des relais importants auprès de la *Real Sociedad Geográfica Española* (1876), de l'*Asociación Española para la Exploración de África* (1877), de la *Sociedad Española de Africanistas y Colonialistas* (1883) et de la *Junta Superior de Estudios Históricos y Geográficos de Marruecos* (1916), qui la promeuvent notamment à travers leurs publications et leurs conférences.

Dans la décennie 1880, le domaine colonial espagnol reste modeste et si l'Espagne fait partie des puissances présentes à la conférence de Berlin, « *su papel en la Conferencia fue secundario, cuando no insignificante, y estuvo marcado por tensiones en torno a la parte continental de la actual Guinea Ecuatorial*⁷⁷ ». En outre, cette politique africaine et cette ambition impérialiste d'une Espagne en deçà des autres puissances européennes contemporaines se heurtent à de très fortes résistances des populations, notamment dans le Rif, dont le désastre de *Annual* en 1921 est révélateur.

Quelles sont les spécificités des sociétés coloniales dans les territoires africains sous domination espagnole ?

Plusieurs aspects du fonctionnement des sociétés coloniales espagnoles peuvent être étudiés, le professeur les développant et les approfondissant dans le cadre de la mise en œuvre qu'il aura choisie.

Le cas du protectorat marocain (régions de Locos, Yebala, Chauen, Rif et Kerta pour la zone nord, Cabo Juby pour la zone sud) est un espace qui permettrait de caractériser et de comparer les sociétés coloniales espagnole et française dans le système du protectorat (1912-1956)⁷⁸ qui se met en place avec le *Convenio fijando la respectiva situación de España y Francia en Marruecos : firmado en Madrid el 27 de noviembre de 1912*. Jusqu'à la fin des années 1920, la domination espagnole sur le protectorat est placée sous le signe de la *pacificación*, achevée avec la reddition d'Abd el-Krim en juillet 1927, et de la *fiebre colonizadora*⁷⁹.

D'une superficie totale de 52 531 km², le protectorat espagnol est très largement constitué de zones montagneuses (chaîne du Rif) et arides. Les ressources minérales (fer, plomb, manganèse, antimoine) offrent d'importantes opportunités de développement économique ; les potentialités agricoles sont quant à elles limitées aux

77. Ramón Jiménez Fraile, « [Berlín: la conferencia que despedazó África](#) », *Sociedad Geográfica Española*, Boletín 69 (Fronteras), mai-août 2021.

78. Antonio García-Nieto Gómez-Guillamón, « [Las relaciones entre la población española y la marroquí en el Marruecos del protectorado francés](#) », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, n° 15, jul-dic. 2013, p. 135-167 ; Youssef Akmir, *De Algeciras a Tetuán, 1875-1906. Orígenes del proyecto colonialista en Marruecos*, Rabat (Instituto de estudios Hispano-lusos), 2009 ; Stève Bessac-Vaure, « [Étude comparative des administrations française et espagnole dans le Maroc colonial, 1912-1936](#) », *Monde(s)*, 2016, n° 9, p. 185-203 ; Julio Salom, « Las orígenes coloniales del Sahara occidental en el marco de la política española », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 2003, n° extr., p. 247-272 ; Alfonso Iglesias Amorín, « [Imaginario y conmemoración del fin del 'problema' de Marruecos durante la dictadura de Primo de Rivera](#) », *HISPANIA NOVA. Segunda Época*, n°20 (novembre 2021), p. 857-888. À l'occasion du centenaire du protectorat, le ministère de la Défense et le gouvernement ont publié respectivement : « [Centenario del Protectorado de Marruecos](#) », *Revista de historia militar*, 2012 ; Alvarado Planas, Javier, y Domínguez Nafra, Juan Carlos (dir.), *La Administración del Protectorado Español en Marruecos*, *Boletín Oficial del Estado*. Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Madrid, 2014.

79. Jesús Marchán Gustems, « [El Protectorado español de Marruecos. La fiebre colonizadora y el impacto de Annual](#) », *Revista Universitaria De Historia Militar*, 2020, 8 (16), p. 61-81.

plaines littorales de climat méditerranéen où s'installent quelques colons : « en 1943 los colonos establecidos en el Protectorado español eran 304, cuya situación es calificada de «poco favorable» en la documentación oficial; sus explotaciones suman 23.180 hectáreas de secano (bastantes sin cultivar), 590 de regadío y 1 131 calificadas de «regadío y secano»; del total, 21 962 ha eran en propiedad y 2 940 arrendadas [affermeés]⁸⁰ ». Parmi les acteurs économiques privés qui participent à la colonisation, à l'exploitation économique et aux aménagements, les deux principaux sont la *Compañía Española de Minas del Rif* (CEMR)⁸¹ et la *Compañía Española de Colonización* (CEC)⁸². La première est une société anonyme créée en 1908, à la suite des accords de la conférence d'Algésiras, pour exploiter les gisements de fer dans le massif de Beni Buifruur. La CEMR obtient aussi la construction d'un chemin de fer dans le but de relier le port de Melilla, où fut construit un terminal minier. La *Compañía Española de Colonización* est bien plus qu'un acteur lié à l'exploitation agricole : « La CEC era una pieza también importante de este grupo y al mismo tiempo era una herramienta para garantizar la permanencia no sólo del proyecto empresarial, sino también del proyecto colonial español en el norte de Marruecos. En este sentido, de la misma manera que la CEMR gozó del favor del estado para lograr las concesiones de explotación minera no muy lejos de Melilla, la CEC se benefició de la legalización de la compra masiva de terrenos en la Llanura del Garet. Esta adquisición se enmarca dentro del periodo inicial del protectorado español de Marruecos, un momento en el que las autoridades coloniales y militares no controlaban la zona asignada a España en 1912, y en que al mismo tiempo tuvo lugar una "fiebre colonizadora", como consecuencia del aumento de la demanda de propiedades.⁸³ » L'immigration espagnole vers le protectorat du Maroc reste limitée : au moment de l'indépendance, la population espagnole (*colonos*), concentrée à plus de 90 % dans les villes, s'élevait à 90 939 et représentait 9,4 % de la population totale⁸⁴. À l'image de celle du protectorat français, la société coloniale du protectorat espagnol est inégalitaire et se caractérise par des rapports de domination et d'exploitation exercés par une minorité européenne, très largement espagnole — *colonos* — sur une majorité autochtone — *colonizados* ou *indígenos* — qui relève d'un statut spécifique⁸⁵. Une minorité de Marocains est néanmoins relativement intégrée via l'économie et la participation à l'administration du protectorat — *jabila*⁸⁶.

Lexique spécifique à faire acquérir : *colonialismo, colonización, colonia, protectorado, imperialismo, africanismo, iberismo, hispanidad, regeneracionismo.*

80. Vicente Gozávez Pérez, « [Descolonización y migraciones desde el África española \(1956-1975\)](#) », *Investigaciones geográficas*, 1994, n° 12, p. 45-84.

81. Pablo Díaz Morlán, « [La Compañía Española de Minas del Rif y el Estado franquista ante la independencia de Marruecos. Facetas de la instrumentación recíproca \(1951-1973\)](#) », *Investigaciones de Historia Económica*, vol. 11, n° 3 (oct. 2015), p. 174-183.

82. Jesús Marchán Gustems, *op. cit.*

83. *Ibid.*, p. 61.

84. Vicente Gozávez Pérez, « [Notas sobre la colonización agrícola en el protectorado de España en Marruecos](#) », *Sharq Al-Andalus*, núm. 10-11 (1993-1994), p. 423-452 ; Juan José VAGNI, « [El colonialismo español en Marruecos y las migraciones árabes y sefardíes en el Cono Sur: primeros contactos a principios del siglo XX](#) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. Questions du temps présent, octobre 2021.

85. Josep Lluís Mateo Dieste, « [El interventor y el Caíd. La política colonial española frente a la justicia marroquí durante el protectorado de Marruecos](#) », *HISPANIA. Revista Española de Historia*, 2007, vol. LXVII, núm. 226, mayo-agosto, p. 643-670.

86. José Luis Villanova, « [La organización territorial del Protectorado español en Marruecos](#) », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, UAM, 2010-9, p. 1-19.

Exemple de mise en œuvre

La proposition pédagogique est disponible sur le portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol.

España y el fin del sueño imperial (finales del siglo XIX y principio del siglo XX)

La [séquence proposée](#) présente l'évolution de la politique coloniale espagnole entre 1898 et 1921. Elle est complétée par des références bibliographiques et sitographiques, ainsi que par des documents pouvant être utilisés en classe.

Pièges à éviter

- Proposer une histoire générale de la colonisation, qui excède le cadre du programme.
- Ne pas faire des analyses comparées des exemples français et espagnol (points communs et différences).
- Donner une vision univoque de la domination coloniale qui ne mettrait pas assez en avant les motivations et l'action des dominés et leurs stratégies.

Bibliographie et ressources

Sur le chapitre 1

Ressources en ligne

- [Atlas de Historia de España](#)
- Sur le site du ministère de l'Éducation espagnol, le département de l'éducation recense des [ressources pédagogiques pour le programme d'histoire de première](#) Bachibac.
- De nombreux textes d'historiens sur le site la [Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes](#).
- Sur le site de l'Instituto histórico Bachiller Sabuco, des cours en ligne : [Las revoluciones industriales](#) ; [El movimiento obrero](#).
- Sur le site Canal UNED, plusieurs émissions : [¿Qué es la revolución agraria ?](#) ; [La industrialización en España](#) ; [Día Internacional de los Trabajadores](#).
- Sur le site de la RNE, plusieurs épisodes de la série radiophonique « Documentos » : [Las minas de Riotinto](#), [Las minas de Almadén](#), [Las minas de Rodalquilar: la fiebre del oro en España](#), [Altos hornos de Vizcaya. La memoria del acero](#), [El ferrocarril en España](#), [Horacio Echevarrieta, esplendor y caída de un magnate](#), [La burguesía asturiana](#), [La burguesía industrial vasca](#), [Ildefons Cerdà y el ensanche de Barcelona. La ciudad abierta](#), [Arturo Soria](#), [La historia del movimiento obrero](#), [150 años de la Comuna de París](#), [Revolución o República](#), [Anarcosindicalismo catalán](#), [La semana trágica de Barcelona](#).
- Sur le site de la RTVE, une vidéo de la série *Memorias de España* : [El regreso de los Borbones](#).

Bibliographie indicative

Ouvrages généraux et synthèses

- Barrassar, Bartolomé, *Histoire des Espagnols, VI^e-XX^e siècles*, Paris (Robert Laffont), 1992.
- Canal, Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021.
- Fusi, Juan Pablo, *Historia mínima de España*, Madrid (El Colegio de México), 2012.
- Lafon, Jean-Marc, *L'Espagne aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris (Ellipses), 2007.

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- Nadal, Jordi, « [El fracaso de la revolución industrial en España: Un balance historiográfico](#) », *Papeles de economía española*, n° 20, 1984, p. 108-125.
- Tuñón de Lara, Manuel, *El movimiento obrero en la historia de España*, Madrid (Taurus), 1972.

Sur le chapitre 2

Sur la guerre hispano-américaine

- Bartholomew, Charles L., *Cartoons of the Spanish-American War*, The Minneapolis Journal, 1899.
- Sur le site Hemeroteca Digital, de la *Biblioteca Nacional de España*, les [archives numérisées](#) de *La Flaca*, journal satirique publié à Barcelone entre 1869 et 1876.

Ressources en ligne

- [Atlas de Historia de España](#)
- Sur le site du ministère de l'Éducation espagnol, le département de l'éducation recense des [ressources pédagogiques pour le programme d'histoire de première Bachibac](#).
- De nombreux textes d'historiens sur le site la [Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes](#).
- IES Histórico Bachiller Sabuco : [Imperialismo y expansión colonial](#) (cours en ligne)
- Sur le site de la RNE, plusieurs épisodes de la série radiophonique « *Documentos* » :
 - [Exploradores-explotadores en África](#) ;
 - [El desastre del 98. El fin del imperio español](#) ;
 - [La guerra de África](#) ;
 - [Annual, no sólo un desastre militar](#) ;
 - [Tanger internacional \(1923-1956\)](#).
- La *Real Academia de la Historia* propose une page sur le désastre d'Annoual : [Annual 1921](#).

Bibliographie indicative

Ouvrages généraux et synthèses

- *Protectorado de España en Marruecos, 1912-1956*, Biblioteca nacional de España, 2012.
- Canal, Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021.
- Fusi, Juan Pablo, *Historia mínima de España*, Madrid (El Colegio de México), 2012.
- Lafon, Jean-Marc, *L'Espagne aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris (Ellipses), 2007.
- Tusell Gómez, Javier, Avilés Farré, Juan, María Pardo Sanz, Rosa (ed.), *La política exterior de España en el siglo XX*, Madrid (Editorial Biblioteca Nueva), 2000.

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- Álvarez Chillida, Gonzalo y Martín Corrales, Eloy, « Haciendo patria en África. España en Marruecos y en el golfo de Guinea », in Moreno Luzón J., Núñez Seixas X. M. (eds.), *Ser españoles. Imaginarios nacionalistas en el siglo XX*, Barcelona (RBA editores), 2013, p. 399-432.

Les chocs entre puissances occasionnés par cette expansion (l'exemple de la guerre hispano-américaine de 1898 et la perte des derniers territoires du domaine colonial)

- García Mora, Luis Miguel, « Cuba, de la emergencia de la nacionalidad a la independencia (1868--1898) », in Javier Alvarado Planas (dir.), *La Administración de Cuba en los siglos XVIII y XIX*, Madrid (Boletín Oficial del Estado. Centro de Estudios Políticos y Constitucionales), 2017, p. 69-106.
- Pan-Montojo, Juan Luis, *Más se perdió en Cuba*, Madrid (Alianza Ed.), 1998.
- Pérez Vejo, Tomas, *3 de julio de 1898. El fin del imperio español*, Madrid (Taurus), 2020.
- Rodríguez González, Agustín, *La guerra del 98. Las campañas de Cuba, Puerto Rico y Filipinas*, Madrid (Aqualarga Ed.), 1998.

Sur la politique africaine de l'Espagne au XIX^e et au début du XX^e siècle

- Akmir, Youssef, *De Algeciras a Tetuán, 1875-1906. Orígenes del proyecto colonialista en Marruecos*, Rabat (Instituto de estudios Hispano-lusos), 2009.
- Bessac-Vaure, Stève, « Étude comparative des administrations française et espagnole dans le Maroc colonial, 1912-1936 », *Monde(s)*, 2016, n° 9, p. 185-203.